



BANQUE LAURENTIENNE

COMMUNIQUÉ
Pour diffusion immédiate

LE 2 JUIN 2006

LA BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA DÉCLARE UN BÉNÉFICE NET DE 24,6 MILLIONS \$ POUR LE DEUXIÈME TRIMESTRE 2006

La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un bénéfice net de 24,6 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre de l'exercice financier 2006, comparativement à un bénéfice net de 10,6 millions \$, ou 0,33 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période de l'exercice financier 2005. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'élevait à 12,5 % pour ce deuxième trimestre 2006, comparativement à 4,6 % pour la même période en 2005. Les résultats de la Banque pour le deuxième trimestre 2006 incluent l'effet d'un ajustement favorable aux impôts sur les bénéfices, d'un montant net de 10,7 millions \$, ou 0,45 \$ dilué par action ordinaire, découlant de la résolution de diverses questions d'ordre fiscal.

Pour le premier semestre de l'exercice financier 2006, le bénéfice net de la Banque s'élevait à 41,6 millions \$, ou 1,51 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 27,9 millions \$, ou 0,93 \$ dilué par action ordinaire, en 2005. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'établissait à 10,1 % pour ce semestre terminé le 30 avril 2006, comparativement à 6,5 % pour la même période lors de l'exercice financier 2005. Pour les six premiers mois de l'exercice financier 2006, le bénéfice découlant des activités poursuivies s'élevait à 41,3 millions \$, ou 1,49 \$ dilué par action ordinaire. Pour les six premiers mois de l'exercice financier 2005, ce bénéfice s'élevait à 23,0 millions \$, ou 0,72 \$ dilué par action ordinaire. Lors de l'exercice financier 2005, le bénéfice découlant des activités abandonnées était constitué du gain de 5,4 millions \$ (5,2 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) réalisé suite à la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs, ainsi que par les modifications subséquentes de la valeur de certains investissements sous forme de mises de fonds initiales dans des fonds communs de placement.

« Je suis satisfait de l'amélioration des résultats de la Banque, comparativement aux résultats de l'an dernier, même en excluant l'effet de l'ajustement favorable aux impôts sur les bénéfices, a déclaré le président et chef de la direction de la Banque Laurentienne, M. Raymond McManus. Il s'agit là d'une performance qui reflète bien notre engagement à générer des bénéfices provenant de nos activités de base. Tous nos secteurs d'activité ont vu leurs revenus augmenter ; les volumes de prêts et de dépôts des particuliers se sont également appréciés de manière significative. De nouvelles initiatives, mises en oeuvre dans le secteur des Services financiers aux entreprises et chez Valeurs mobilières Banque Laurentienne, devraient par ailleurs contribuer à notre croissance future. »

RAPPORT DE GESTION

Performance et objectifs financiers

La Banque Laurentienne rend publics ses objectifs financiers au début de chaque exercice financier et rend compte ensuite de ses résultats réels sur une base trimestrielle. La Banque n'a pas pour pratique de fournir des objectifs de revenus sur une base périodique. Présenté strictement à des fins d'information, le tableau ci-dessous permet de comparer le rendement aux objectifs définis par la direction pour l'exercice financier 2006.

Performance 2006

Indicateurs de performance	Objectifs 2006	Semestre terminé le 30 avril 2006 (réel)
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	7 % à 8 %	10,1 %
Revenu net dilué par action	2,05 \$ à 2,35 \$ (12 mois)	1,51 \$
Revenu total	522 millions \$ à 532 millions \$ (12 mois)	260 millions \$
Ratio d'efficacité	75 % à 73,5 %	76,2 %
Ratios de capital		
Première catégorie	minimum de 9,5 %	10,3 %
Total	minimum de 12,0 %	13,9 %
Qualité du crédit (pertes sur prêts en % de l'actif moyen)	0,25 % à 0,22 %	0,24 %

Faits saillants

Cette section présente les faits saillants du deuxième trimestre terminé le 30 avril 2006, ainsi que les détails des éléments significatifs affectant les résultats, comparativement au deuxième trimestre de l'exercice financier 2005.

- Le revenu total s'élevait à 128,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, comparativement à 118,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005. Ce résultat est attribuable aussi bien à l'amélioration du revenu net d'intérêt qu'aux autres revenus.
- Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 97,5 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, comparativement à 92,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005. Ce résultat est principalement attribuable à l'augmentation des salaires et des avantages sociaux.
- La provision pour pertes sur prêts s'élevait à 10,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, comparativement à 8,8 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005.
- La récupération fiscale, de l'ordre de 3,6 millions \$, inclut l'effet d'un ajustement favorable aux impôts sur les bénéfices, d'un montant net de 10,7 millions \$, ou 0,45 \$ dilué par action ordinaire, découlant de la résolution de diverses questions d'ordre fiscal, tel que détaillé ci-après.

Autres événements significatifs

- Le 4 avril 2006, la Banque a décidé d'exercer son droit de rembourser par anticipation, le 1^{er} juin 2006, toutes ses débentures à 6,50 % série 9, échéant en 2011, pour un montant en capital global de 150 000 000 \$.

- Le 2 mai 2006, le nouveau gouvernement conservateur a déposé son premier budget. Compte tenu du fait qu'il s'agit d'un gouvernement minoritaire, les modifications proposées à la Loi de l'impôt sur le revenu ne seront pas considérées comme étant pratiquement en vigueur avant qu'elles n'aient passé l'étape de la troisième lecture à la Chambre des Communes. Par conséquent, les états financiers consolidés de la Banque ne reflètent pas les retombées potentielles de ces modifications. Selon l'analyse de la Banque, ces modifications impliqueraient une réévaluation des actifs d'impôts futurs qui se traduirait par une charge d'impôts futurs totale d'environ 11 millions \$ pour la période au cours de laquelle les modifications deviendraient pratiquement en vigueur. À terme toutefois, le taux d'imposition afférent et les impôts à payer sur les bénéfices seraient réduits.

Par ailleurs, l'annonce de l'augmentation du seuil d'application de l'impôt minimum des institutions financières à 1 milliard \$, à compter du 1^{er} juillet 2006, constitue un élément très positif pour la Banque : son adoption lui permettrait en effet de réduire ses actifs d'impôts futurs à un rythme accéléré et donc de réduire le fardeau financier de cet actif ne portant pas intérêt.

Analyse des résultats consolidés

Sommaire des résultats

Le bénéfice net s'élevait à 24,6 millions \$, ou 0,91 \$ dilué par action ordinaire, pour le deuxième trimestre terminé le 30 avril 2006, comparativement à un bénéfice net de 10,6 millions \$, ou 0,33 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période en 2005. Les activités abandonnées n'ont pas eu d'impact significatif sur les résultats de ce deuxième trimestre 2006, alors qu'elles avaient eu des retombées négatives de l'ordre de 0,3 million \$, ou 0,01 \$ dilué par action ordinaire, sur les résultats du deuxième trimestre 2005. Les résultats du deuxième trimestre 2006 incluent l'effet d'un ajustement favorable aux impôts sur les bénéfices, d'un montant net de 10,7 millions \$, ou 0,45 \$ dilué par action ordinaire, découlant de la résolution de diverses questions d'ordre fiscal.

Pour le premier semestre 2006, le bénéfice net s'élevait à 41,6 millions \$, ou 1,51 \$ dilué par action ordinaire, comparativement à un bénéfice net de 27,9 millions \$, ou 0,93 \$ dilué par action ordinaire, pour la même période en 2005. Pour le premier semestre 2006, le bénéfice découlant des activités poursuivies s'établissait à 41,3 millions \$, ou 1,49 \$ dilué par action ordinaire. Pour la même période lors de l'exercice financier 2005, le bénéfice découlant des activités poursuivies s'établissait à 23,0 millions \$, ou 0,72 \$ dilué par action ordinaire. Lors de l'exercice financier 2005, le bénéfice découlant des activités abandonnées était essentiellement constitué du gain de 5,4 millions \$ (5,2 millions \$, net des impôts sur les bénéfices) réalisé grâce à la vente de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs, ainsi que des modifications subséquentes de la valeur de certains investissements sous forme de mises de fonds initiales dans des fonds communs de placement.

Le revenu total a augmenté de 10,5 millions \$, ou 9 %, au cours du deuxième trimestre 2006 et s'élevait à 128,5 millions \$, comparativement à 118,0 millions \$ au deuxième trimestre 2005. La variation de ces résultats reflète l'effet conjugué de l'amélioration du revenu net d'intérêt, de l'ordre de 6,6 millions \$, et de l'amélioration des autres revenus, de l'ordre de 3,9 millions \$, par rapport à la même période de l'exercice financier précédent.

L'augmentation de 6,6 millions \$ du revenu net d'intérêt par rapport au deuxième trimestre 2005 est en grande partie attribuable aux stratégies de gestion de l'actif et du passif plus rigoureuses mises en œuvre en 2004, ainsi qu'à la croissance des volumes de prêts. La marge nette d'intérêt s'est améliorée, passant de 2,02 % au deuxième trimestre 2005 à 2,11 % au deuxième trimestre 2006. L'augmentation de 3,9 millions \$ des autres revenus est principalement attribuable à l'augmentation

des revenus de titrisation, des revenus des activités de trésorerie et de marchés financiers, et des revenus d'assurance crédit.

Comparativement à la même période de l'exercice financier 2005, le revenu total pour le premier semestre terminé le 30 avril 2006 s'est amélioré grâce aux éléments décrits ci-dessus. En outre, le gain de 0,9 million \$ (0,9 million \$, net des impôts sur les bénéfices) réalisé grâce à la vente de Corporation Financière Brome a contribué à la rentabilité globale de la Banque pour le premier trimestre 2006.

La provision pour pertes sur prêts a légèrement augmenté, s'établissant à 10,0 millions \$, ou 0,25 % de l'actif moyen, au deuxième trimestre 2006, comparativement à 8,8 millions \$, ou 0,22 % de l'actif moyen au deuxième trimestre 2005. Les prêts douteux nets sont demeurés relativement inchangés et s'établissaient à (4,4) millions \$ au 30 avril 2006, comparativement à (8,9) millions \$ au 31 octobre 2005. Les prêts douteux bruts s'établissaient à 123,5 millions \$ au 30 avril 2006, comparativement à 120,9 millions \$ au 31 octobre 2005. Les conditions économiques actuelles étant propices, la qualité du crédit est demeuré stable au cours du deuxième trimestre 2006.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5 % et s'établissaient à 97,5 millions \$ au deuxième trimestre 2006, comparativement à 92,8 millions \$ au deuxième trimestre 2005. Les salaires et les autres avantages sociaux s'élevaient à 48,3 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, soit une augmentation de 2,6 millions \$ par rapport à la même période lors de l'exercice financier 2005. Cette variation découle de l'augmentation des coûts au titre des avantages sociaux futurs, ainsi qu'à l'augmentation de la charge globale des salaires, due à l'expansion des activités de détail et de courtage de la Banque. Ces augmentations ont été contrebalancées en partie par la baisse de 1,3 million \$ du régime de droits à la plus-value des actions.

Les frais d'occupation de locaux et technologie sont demeurés semblables à ce qu'ils étaient lors de l'exercice financier précédent. Par contre, les autres dépenses ont augmenté en raison de la hausse des honoraires professionnels, attribuable à la hausse globale du niveau d'activité, et de divers autres frais.

Le ratio d'efficacité (soit les frais autres que d'intérêt divisés par le revenu total) s'établissait à 75,9 % au deuxième trimestre 2006, comparativement à 78,6 % au deuxième trimestre 2005.

Pour le premier semestre terminé le 30 avril 2006, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 13,6 millions \$, un résultat attribuable principalement à l'augmentation des salaires et des avantages sociaux, y compris les frais liés à la rémunération incitative, ainsi qu'à l'augmentation des frais de publicité et de développement des affaires.

Pour le deuxième trimestre 2006, **la récupération fiscale** s'élevait à 3,6 millions \$ alors que la Banque avait enregistré une charge d'impôts sur les bénéfices de 5,5 millions \$ (taux d'imposition effectif : 33,5 %) pour le deuxième trimestre 2005. Les résultats du deuxième trimestre 2006 incluent un ajustement favorable d'un montant net de 10,7 millions \$, composé des éléments suivants : une récupération de 11,3 millions \$ découlant de la résolution de diverses expositions liées à l'impôt; la constatation d'un montant de 2,8 millions \$ d'écarts temporaires non constatés auparavant liés à l'impôt minimum des institutions financières (impôt de la partie VI); une charge de 3,4 millions relative à la décision de rapatrier du capital lié aux opérations étrangère d'assurance crédit. En excluant l'effet favorable de cet ajustement, la charge d'impôts sur les bénéfices se serait établie à 7,1 millions \$, soit un taux d'imposition effectif de 33,6 %.

Tel qu'il a été présenté ci-dessus, les modifications à la Loi de l'impôt sur le revenu, proposées par le gouvernement conservateur le 2 mai 2006, pourraient nécessiter une réévaluation des actifs d'impôts futurs, ce qui se traduirait par une charge d'impôts futurs estimée à 11 millions \$ dans la période au

cours de laquelle les modifications deviendraient pratiquement en vigueur. Par ailleurs, l'annonce de l'augmentation du seuil d'application de l'impôt minimum des institutions financières à 1 milliard \$, à compter du 1^{er} juillet 2006, constitue un élément très positif pour la Banque : son adoption lui permettrait, à terme, de réduire ses actifs d'impôts futurs à un niveau semblable à celui qui prévaut dans le secteur bancaire. De plus, la Banque pourrait dès lors réduire le fardeau financier de cet actif ne portant pas intérêt, et ainsi améliorer sa rentabilité.

Pour le semestre terminé le 30 avril 2006, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 0,7 million \$ (taux d'imposition effectif : 1,7 %) alors qu'ils s'élevaient à 11,2 millions \$ (taux d'imposition effectif : 32,7 %) pour la même période lors de l'exercice financier 2005. La réduction du taux d'imposition en 2006 découle de la récupération fiscale décrite ci-dessus, ainsi que de l'ajustement positif des actifs d'impôts futurs, de l'ordre de 2,4 millions \$, lié à l'augmentation des taux d'imposition au Québec et à la réduction des impôts sur les bénéfices sur le gain réalisé grâce à la vente de Corporation Financière Brome au cours du premier trimestre 2006.

Analyse de la situation financière

L'actif au bilan s'élevait à 17,3 milliards \$ au 30 avril 2006, comparativement à 16,5 milliards \$ au 31 octobre 2005.

Comparativement au 31 octobre 2005, les liquidités, valeurs mobilières et valeurs acquises en vertu de conventions de revente ont augmenté, principalement en raison du niveau plus élevé des valeurs acquises en vertu de conventions de revente. Cette augmentation doit être considérée en relation avec le niveau des engagements afférents à des valeurs vendues à découvert. L'émission des débentures série 10 et les opérations de titrisation de prêts ont également contribué à l'augmentation des liquidités au cours des six derniers mois.

Le portefeuille de prêts et d'acceptations bancaires est demeuré relativement stable par rapport au 31 octobre 2005 et s'établissait à 12,0 milliards \$ au 30 avril 2006. Au cours de cette période de six mois, la Banque a titrisé plus de 530 millions \$ de prêts hypothécaires résidentiels, dont 307 millions \$ au cours du deuxième trimestre 2006. La Banque a tiré profit d'un marché bien structuré de la titrisation de prêts hypothécaires afin de se procurer les liquidités nécessaires au financement de sa croissance. Il convient de noter également que les prêts personnels ont augmenté de 193 millions \$ grâce à la solide performance du secteur B2B Trust, et que les marges de crédit hypothécaire garanties ont également augmenté. La vigueur du marché des prêts hypothécaires résidentiels et la demande soutenue en matière de crédit personnel demeurent ainsi d'importants inducteurs de performance pour la Banque. Les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, de même que les prêts hypothécaires commerciaux sont demeurés relativement stables au cours de ce premier semestre 2006.

Le total des dépôts des particuliers a augmenté de 3 %, ou 316 millions \$, au cours du premier semestre et s'élevait à 10,9 milliards \$ au 30 avril 2006, comparativement à 10,6 milliards \$ au 31 octobre 2005. Les dépôts d'entreprises et autres dépôts ont diminué de 905 millions \$ et s'établissaient à 2,2 milliards \$ au 30 avril 2006. Ce résultat découle de l'échéance de certains dépôts et du fait que la tarification d'autres sources de financement, y compris la titrisation, les valeurs vendues en vertu de conventions de rachat et les dépôts des particuliers, s'est avérée plus attrayante. Grâce aux dépôts des particuliers toutefois, la Banque continue de bénéficier de sources de financement diversifiées et très stables. Au 30 avril 2006, les dépôts des particuliers représentaient 83 % du total des dépôts qui s'élevait à 13,1 milliards \$.

Les capitaux propres s'élevaient à 936,8 millions \$ au 30 avril 2006, comparativement à 913,2 millions \$ au 31 octobre 2005. Le nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 avril 2006

s'élevait à 23 612 865, et la valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque a augmenté à 30,78 \$, alors qu'elle s'établissait à 29,85 \$ à la clôture de l'exercice financier 2005.

Le capital total de la Banque, constitué des capitaux propres et des débetures, s'établissait à 1 237 millions \$ au 30 avril 2006, comparativement à 1 063 millions \$ au 31 octobre 2005, soit une augmentation de 174 millions \$, essentiellement attribuable à l'émission de débetures série 10 pour un montant de 150 millions \$ au cours du premier trimestre 2006. Les ratios BRI de capital de première catégorie et de capital total atteignaient respectivement 10,3 % et 13,9 % au 30 avril 2006, comparativement à 10,2 % et 12,3 % au 31 octobre 2005. Au cours du deuxième trimestre 2006, la Banque a fait part de sa décision d'exercer son droit de rembourser par anticipation, le 1^{er} juin 2006, la totalité de ses débetures à 6,50 % série 9, échéant en 2011, d'un montant nominal de référence de 150 000 000 \$. En tenant compte de ce remboursement anticipé, le ratio de capital total aurait atteint 12,1 %.

Le 25 mai 2006, le conseil d'administration de la Banque a annoncé le paiement de dividendes réguliers pour les diverses séries d'actions privilégiées aux actionnaires inscrits en date du 9 juin 2006. De plus, au cours de sa réunion tenue le 2 juin 2006, le conseil d'administration a annoncé le paiement d'un dividende de 0,29 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} août 2006 aux actionnaires inscrits en date du 4 juillet 2006.

L'actif administré s'élevait à 15,0 milliards \$ au 30 avril 2006, comparativement à 13,7 milliards \$ au 30 avril 2005 et à 13,8 milliards \$ au 31 octobre 2005. Comparativement à la date de clôture de l'exercice financier 2005, les comptes REER autogérés, les actifs de courtage de clients et les fonds communs de placement ont augmenté respectivement de 342 millions \$, 236 millions \$ et 180 millions \$, un résultat attribuable à l'effet conjugué d'une réévaluation du marché et de la croissance organique des activités de la Banque. Les prêts hypothécaires sous gestion ont également augmenté, de 449 millions \$, grâce aux opérations de titrisation.

Information sectorielle

Comparativement au deuxième trimestre 2005, l'amélioration de la rentabilité de la Banque au deuxième trimestre 2006, tel qu'il a été indiqué ci-dessus, est principalement attribuable à l'effet d'un ajustement favorable aux impôts sur les bénéfices, d'un montant net de 10,7 millions \$, comptabilisé dans les résultats du secteur Autres. Les augmentations de revenus des divers secteurs d'activité et des opérations de trésorerie ont également contribué de manière positive aux résultats de ce deuxième trimestre.

Dans l'ensemble, le revenu net d'intérêt a augmenté par rapport au premier trimestre 2006, et ce, malgré le fait que le deuxième trimestre ait été plus court, comptant seulement 89 jours comparativement à 92 jours au premier trimestre.

Contributions au revenu net

(en millions \$)	Services financiers aux particuliers	Services financiers aux entreprises	B2B Trust	Valeurs mobilières Banque Laurentienne	Autres	Total [note 1]
T2 2006 ^[note 2]						
Bénéfice net	7,1 38 %	4,6 25 %	5,7 31 %	1,1 6 %	6,1 s.o.	24,6 100 %
T1 2006 ^[note 2]						
Bénéfice net	6,5 35 %	5,6 31 %	5,5 30 %	0,7 4 %	(1,3) s.o.	17,0 100 %
T2 2005 ^[note 2]						
Bénéfice net	6,0 34 %	6,9 39 %	4,0 23 %	0,8 4 %	(7,0) s.o.	10,6 100 %

Note 1 : Pourcentage de la contribution des quatre secteurs d'activité au bénéfice net, à l'exclusion du secteur Autres.

Note 2 : Les résultats de toutes les opérations liées aux dépôts par l'entremise de courtiers sont désormais inclus dans les résultats de B2B Trust. Certaines de ces opérations étaient auparavant incluses dans les résultats du secteur Services financiers aux particuliers. B2B Trust a développé une expertise reconnue dans le domaine des affaires générées par l'entremise d'intermédiaires et, à ce titre, détient une bonne position pour poursuivre le développement de telles activités. Par ailleurs, le modèle de coût de financement a fait l'objet de certains ajustements en 2006. Les données comparatives ont été redressées afin de refléter la présentation de la période courante.

Services financiers aux particuliers

La contribution du secteur Services financiers aux particuliers s'est améliorée de 18 % s'établissant à 7,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, comparativement à 6,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005. L'augmentation de 2,0 millions \$ du revenu net d'intérêt reflète l'augmentation des marges d'intérêt, ainsi que la croissance des portefeuilles de prêts et de dépôts. L'augmentation de 1,5 million \$ des autres revenus, pour sa part, est attribuable à l'augmentation des commissions sur l'assurance crédit et la distribution de fonds communs de placement, ainsi qu'à la hausse du niveau d'activité sur cartes de crédit Visa. Les pertes sur prêts, d'un montant de 4,7 millions \$, étaient inférieures à celles du deuxième trimestre 2005 et demeurent à un niveau acceptable.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'élevaient à 70,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, comparativement à 66,8 millions \$ pour la même période lors de l'exercice financier 2005. Ce résultat est principalement attribuable à l'augmentation des coûts au titre des avantages sociaux futurs, ainsi qu'à l'augmentation de la charge globale des salaires, consécutive à l'expansion des activités de détail.

En 2006, la Banque a réussi à surpasser le volume d'affaires record enregistré au cours de la campagne REER de l'exercice financier 2005. De nouveaux produits ont été introduits sur le marché durant cette campagne, lesquels ont contribué à attirer l'attention sur la gamme de produits d'investissement offerts par la Banque. Les ventes de fonds communs de placement ont également été supérieures à celles de l'exercice financier 2005. Les programmes de formation auprès des conseillers, de même que l'introduction d'outils plus performants en matière de planification de la retraite, ont sans aucun doute été des facteurs déterminants dans le succès de cette campagne REER.

Après avoir investi de manière significative en publicité et rehaussé ainsi sa position sur le marché, la Banque a annoncé une nouvelle étape dans sa stratégie de visibilité. Ainsi, le thème « Osez » évolue et devient « Oser, ça fait grandir », rappelant la contribution des gestes audacieux posés par la

Banque à l'amélioration de son positionnement. La Banque en profite pour se donner une nouvelle personnalité publicitaire résolument orientée vers ses publics cibles : les jeunes et les familles.

Services financiers aux entreprises

Le revenu net du secteur Services financiers aux entreprises s'élevait à 4,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, comparativement à 6,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005. En excluant les revenus de 1,9 million \$ qui provenaient de Corporation Financière Brome pour le deuxième trimestre 2005, les résultats de ce secteur se sont appréciés de 0,3 million \$ en 2006, principalement grâce à l'augmentation des volumes de prêts.

Pour le deuxième trimestre 2006, les pertes sur prêts s'élevaient à 3,9 millions \$, comparativement à 0,9 million \$ pour le deuxième trimestre 2005. La diminution des pertes sur prêts en 2005 découlait d'importants recouvrements quant à certains prêts. Les pertes sur prêts de 3,9 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, étaient supérieures à celles du trimestre précédent mais demeurent dans les limites des prévisions de la direction, compte tenu du fait que l'économie canadienne s'est bien comportée, à ce jour, face aux récentes augmentations des prix de l'énergie et à l'appréciation de la monnaie canadienne. Par ailleurs, l'entente sur le bois d'oeuvre devrait atténuer les inquiétudes quant à la situation de cette industrie.

La diminution de 0,8 million \$ des frais autres que d'intérêt, par rapport au deuxième trimestre 2005, découle principalement des retombées de la vente de Corporation Financière Brome, partiellement compensées par une augmentation des salaires.

Afin de soutenir et d'accélérer la croissance des Services financiers aux entreprises, une nouvelle signature commerciale a été développée, et une campagne publicitaire a été élaborée et lancée dans les médias du Québec au cours du deuxième trimestre 2006. **MAXAFFAIRES** devient ainsi la signature qui représentera l'offre de services financiers aux entreprises de la Banque Laurentienne.

B2B Trust

Le revenu net de B2B Trust s'est apprécié de 43 % et s'élevait à 5,7 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, comparativement à 4,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005. L'augmentation des volumes de prêts et des marges nettes d'intérêt a contribué à l'augmentation de 2,5 millions \$ du revenu net d'intérêt.

Les pertes sur prêts, d'un montant de 1,4 million \$, demeurent à un niveau satisfaisant et comparable au niveau établi lors de l'exercice financier précédent, et ce, malgré l'augmentation des volumes de prêts. Les frais autres que d'intérêt sont demeurés relativement stables.

Au cours du deuxième trimestre 2006, B2B Trust a aussi récolté d'excellents résultats pour sa campagne REER. Ses offensives en matière de campagne publicitaire, conjuguées à des offres promotionnelles agressives, notamment à l'égard de son produit vedette le Prêt Accélérateur 100 %, lui ont permis de générer d'importants volumes de prêts REER et de prêts à l'investissement.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne

Valeurs mobilières Banque Laurentienne a amélioré sa contribution au revenu net pour le deuxième trimestre 2006. Celle-ci s'élevait à 1,1 million \$, comparativement à 0,8 million \$ pour le deuxième trimestre 2005. Les revenus ont augmenté de plus de 17 % et s'élevaient à 6,2 millions \$, un résultat attribuable à la solide performance du secteur institutionnel et des activités de courtage de détail. Les frais autres que d'intérêt ont augmenté et s'établissaient à 4,6 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, comparativement à 4,2 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005. Cette augmentation reflète

l'embauche de plusieurs employés au cours des douze derniers mois, ainsi que d'autres initiatives en matière de développement des affaires.

Afin de poursuivre sa croissance, développer ses champs d'expertise et maximiser les occasions de synergies, Valeurs mobilières Banque Laurentienne a annoncé, le 9 mai 2006, le lancement d'une nouvelle unité d'affaires, *Institutionnel Actions*. Au cours des dernières années, Valeurs mobilières Banque Laurentienne a su développer ses activités et solidifier ainsi les assises de ses quatre premières unités d'affaires, soit le secteur de courtage aux particuliers, le revenu fixe institutionnel, le courtage à escompte et les activités de courtier remisier. L'ajout de cette nouvelle unité d'affaires permettra de consolider l'offre de produits et services à l'intention du marché institutionnel où Valeurs mobilières Banque Laurentienne jouit déjà d'une excellente réputation, particulièrement dans le secteur du revenu fixe. Fidèle à la stratégie ciblée de la Banque, *Institutionnel Actions* se concentrera au service des petites et moyennes entreprises. Les frais de premier établissement ne devraient pas avoir un impact important sur la rentabilité de ce secteur d'activité.

Autres

Le secteur Autres a déclaré une contribution positive de 6,1 millions \$ pour le deuxième trimestre 2006, comparativement à une contribution négative de 7,0 millions \$ pour le deuxième trimestre 2005. Tel qu'il a été indiqué ci-dessus, l'effet d'un ajustement favorable aux impôts sur les bénéficiaires, d'un montant net de 10,7 millions \$, découlant de la résolution de diverses expositions liées à l'impôt a contribué de manière significative à cette amélioration. Le revenu net d'intérêt, ainsi que d'autres opérations de trésorerie, y compris des activités de titrisation, ont également contribué à la solide performance de ce secteur.

Données financières supplémentaires - Résultats trimestriels

En millions de dollars, sauf les montants par action (non vérifiées)	2006				2005			2004
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Revenu total	128,5	131,5	133,8	131,1	118,0	119,2	108,9	117,2
Bénéfice découlant des activités poursuivies	24,6	16,7	17,4	15,2	11,0	12,1	7,1	9,7
Bénéfice net	24,6	17,0	21,6	15,8	10,6	17,3	7,1	9,7
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies								
de base	0,92	0,58	0,61	0,52	0,34	0,38	0,17	0,31
dilué	0,91	0,58	0,61	0,52	0,34	0,38	0,17	0,31
Résultat par action ordinaire de base	0,92	0,59	0,79	0,54	0,33	0,61	0,17	0,31
dilué	0,91	0,59	0,79	0,54	0,33	0,60	0,17	0,31
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,5 %	7,9 %	10,6 %	7,4 %	4,6 %	8,3 %	2,4 %	4,2 %
Actif au bilan	17 307	16 742	16 507	16 125	16 671	15 817	16 607	16 906

À propos de la Banque Laurentienne du Canada

La Banque Laurentienne est une institution bancaire québécoise œuvrant au Canada qui se voue à répondre aux besoins financiers de ses clients par l'excellence de son service, sa simplicité et sa proximité. Elle dessert les particuliers, les petites et moyennes entreprises, de même que les conseillers indépendants par l'entremise de B2B Trust. Elle offre aussi des services de courtage de plein exercice par l'intermédiaire de sa filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

La Banque Laurentienne est solidement implantée au Québec avec le troisième plus important réseau de succursales et constitue un joueur performant dans des marchés bien choisis ailleurs au Canada. La Banque Laurentienne gère un actif au bilan de plus de 17 milliards \$, de même que des actifs administrés de près de 15 milliards \$. Fondée en 1846, elle compte plus de 3 000 employés. Les actions ordinaires de la Banque Laurentienne (symbole boursier : LB) sont inscrites à la Bourse de Toronto. L'adresse de son site Internet est www.banquelaurentienne.ca

Régie d'entreprise

Le conseil d'administration et le comité de vérification de la Banque Laurentienne ont examiné ce communiqué avant sa diffusion aujourd'hui. Les mécanismes et procédures de contrôle de la divulgation financière permettent au président et chef de la direction, ainsi qu'au premier vice-président exécutif et chef de la direction financière, de veiller à ce que les états financiers consolidés intermédiaires soient fidèlement présentés.

Mise en garde concernant les énoncés prévisionnels

Le présent communiqué et les renseignements connexes peuvent contenir des énoncés prévisionnels, y compris des énoncés relatifs aux affaires et au rendement financier escompté de la Banque Laurentienne. Ces énoncés sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel ou l'usage de mots, tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « devraient », « pourraient », etc. De par leur nature, ces énoncés prévisionnels comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes, et il est possible que les prévisions, projections et autres énoncés prévisionnels ne se matérialisent pas. La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment à ces énoncés pour prendre des décisions étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prévisionnels, en raison de divers facteurs significatifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, l'activité des marchés financiers, les changements des politiques monétaire, économique et fiscale des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et les conditions économiques en général, les développements de nature législative et réglementaire, la concurrence, les cotes de crédit, la rareté des ressources humaines et les changements technologiques. La Banque prévient que la liste des facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prévisionnels, oraux ou écrits, émis par elle-même ou en son nom, à moins d'y être tenue selon les lois sur les valeurs mobilières applicables.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra le vendredi 2 juin 2006, à compter de 14 h 00, heure avancée de l'Est. Un numéro de téléphone sans frais — 1-866-898-9626 — permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

En mode différé, l'enregistrement de cette conférence téléphonique est disponible de 18 h 00, le vendredi 2 juin 2006, à minuit, le vendredi 9 juin 2006, au numéro 1-800-408-3053, code 3184753#.

Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque – www.banquelaurentienne.ca – à la section Relations avec les investisseurs.

Ce site Internet offre également de l'information financière additionnelle.

– 30 –

Chef de la direction financière
Robert Cardinal

(514) 284-4500 poste 7535

Relations médias et Relations avec les investisseurs
Gladys Caron

(514) 284-4500 poste 7511; tél. cell. (514) 893-3963

Points saillants financiers

En millions de dollars, sauf les montants par action (non vérifiés)	T2-06	T2-05	Variation en pourcentage	Pour les périodes de six mois terminées les		Variation en pourcentage
				30 avril 2006	30 avril 2005	
Résultats						
Bénéfice net	24,6 \$	10,6 \$	132,1 %	41,6 \$	27,9 \$	49,1 %
Bénéfice découlant des activités poursuivies	24,6 \$	11,0 \$	123,6 %	41,3 \$	23,0 \$	79,6 %
Bénéfice net attribuable						
aux actionnaires ordinaires	21,6 \$	7,7 \$	180,5 %	35,6 \$	21,9 \$	62,6 %
Rendement des capitaux propres						
attribuables aux actionnaires ordinaires	12,5 %	4,6 %		10,1 %	6,5 %	
Par action ordinaire						
Résultat net dilué	0,91 \$	0,33 \$	175,8 %	1,51 \$	0,93 \$	62,4 %
Résultat dilué découlant des activités poursuivies	0,91 \$	0,34 \$	167,6 %	1,49 \$	0,72 \$	106,9 %
Dividendes	0,29 \$	0,29 \$	- %	0,58 \$	0,58 \$	- %
Valeur comptable				30,78 \$	29,14 \$	5,6 %
Cours de l'action - clôture				32,58 \$	26,52 \$	22,9 %
Situation financière						
Actif au bilan				17 307 \$	16 671 \$	3,8 %
Actif administré				14 954 \$	13 701 \$	9,1 %
Prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente, montant net				12 896 \$	12 264 \$	5,2 %
Dépôts de particuliers				10 892 \$	10 679 \$	2,0 %
Capitaux propres et débetures				1 237 \$	1 095 \$	13,0 %
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)				23 613	23 511	0,4 %
Prêts douteux nets en % des prêts, acceptations bancaires et valeurs acquises en vertu de conventions de revente				- %	- %	
Actif pondéré en fonction des risques				8 612 \$	8 349 \$	3,2 %
Ratio de capital						
Ratio BRI de première catégorie				10,3 %	10,2 %	
Ratio BRI total				13,9 %	12,9 %	
Ratio actif / fonds propres				14,6 x	15,5 x	
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques				7,6 %	7,4 %	
RATIOS FINANCIERS						
Par action ordinaire						
Ratio cours / bénéfice (quatre derniers trimestres)				11,5 x	18,7 x	
Valeur au marché / valeur comptable				106 %	91 %	
Dividende par action / valeur au marché	3,56 %	4,37 %		3,56 %	4,37 %	
Ratio du dividende versé	31,6 %	89,1 %		38,4 %	62,3 %	
En pourcentage de l'actif moyen						
Revenu net d'intérêt	2,11 %	2,02 %		2,11 %	1,92 %	
Provision pour pertes sur prêts	0,25 %	0,22 %		0,24 %	0,23 %	
Bénéfice net	0,61 %	0,27 %		0,50 %	0,35 %	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	0,53 %	0,20 %		0,43 %	0,27 %	
Rentabilité						
Autres revenus (en % du revenu total)	33,3 %	33,0 %		33,2 %	34,7 %	
Ratio d'efficacité (frais autres que d'intérêt en % du revenu total)	75,9 %	78,6 %		76,2 %	77,8 %	
AUTRES RENSEIGNEMENTS						
Nombre d'employés en équivalent temps plein				3 230	3 140	
Nombre de succursales				157	156	
Nombre de guichets automatiques				318	310	

État consolidé des résultats

En milliers de dollars, sauf les données par action (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Revenu d'intérêt					
Prêts	180 062 \$	180 307 \$	164 352 \$	360 369 \$	334 300 \$
Valeurs mobilières	16 802	16 718	15 233	33 520	31 290
Dépôts auprès d'autres banques	3 893	1 700	1 854	5 593	3 556
	200 757	198 725	181 439	399 482	369 146
Frais d'intérêt					
Dépôts et autres éléments de passif	110 352	107 805	98 534	218 157	205 852
Débitures subordonnées (note 5)	4 721	2 971	3 817	7 692	8 495
	115 073	110 776	102 351	225 849	214 347
Revenu net d'intérêt	85 684	87 949	79 088	173 633	154 799
Provision pour pertes sur prêts (note 3)	10 000	10 000	8 750	20 000	18 500
	75 684	77 949	70 338	153 633	136 299
Autres revenus					
Frais et commissions sur prêts et dépôts	20 212	21 044	22 145	41 256	43 691
Activités de courtage	5 812	4 989	4 899	10 801	9 830
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	2 889	3 047	1 566	5 936	5 781
Revenus de régimes enregistrés autogérés	2 893	2 757	3 023	5 650	5 983
Revenus de titrisation (note 4)	3 554	3 138	719	6 692	3 780
Revenus tirés de la distribution et de la gestion de fonds communs de placement	2 636	2 373	2 238	5 009	5 070
Revenus d'assurance crédit	3 249	2 976	2 004	6 225	3 662
Gain sur cession (note 2)	-	931	-	931	-
Autres	1 587	2 302	2 297	3 889	4 543
	42 832	43 557	38 891	86 389	82 340
	118 516	121 506	109 229	240 022	218 639
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages sociaux	48 260	52 342	45 647	100 602	90 454
Frais d'occupation de locaux et technologie	26 896	26 514	26 708	53 410	53 574
Autres	22 365	21 674	20 404	44 039	40 419
	97 521	100 530	92 759	198 051	184 447
Bénéfice découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	20 995	20 976	16 470	41 971	34 192
Impôts sur les bénéfices (récupération) (note 9)	(3 610)	4 317	5 518	707	11 186
Bénéfice découlant des activités poursuivies	24 605	16 659	10 952	41 264	23 006
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices (note 2)	30	324	(303)	354	4 910
Bénéfice net	24 635 \$	16 983 \$	10 649 \$	41 618 \$	27 916 \$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts sur les bénéfices y afférents	2 987	2 982	2 999	5 969	6 034
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	21 648 \$	14 001 \$	7 650 \$	35 649 \$	21 882 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)					
de base	23 612	23 580	23 511	23 596	23 511
dilué	23 673	23 640	23 534	23 656	23 533
Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies					
de base	0,92 \$	0,58 \$	0,34 \$	1,50 \$	0,72 \$
dilué	0,91 \$	0,58 \$	0,34 \$	1,49 \$	0,72 \$
Résultat net par action ordinaire					
de base	0,92 \$	0,59 \$	0,33 \$	1,51 \$	0,93 \$
dilué	0,91 \$	0,59 \$	0,33 \$	1,51 \$	0,93 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

En milliers de dollars (non vérifié)	30 avril 2006	31 octobre 2005	30 avril 2005
ACTIF			
Liquidités			
Encaisse et dépôt non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	52 174 \$	57 737 \$	39 628 \$
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	344 347	259 791	195 382
	396 521	317 528	235 010
Valeurs mobilières			
Portefeuille de placement	1 547 834	1 911 819	2 128 468
Portefeuille de négociation	1 657 575	1 028 587	1 169 916
	3 205 409	2 940 406	3 298 384
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	1 050 507	508 073	649 804
Prêts (notes 3 et 4)			
Personnels	4 099 860	3 907 320	3 776 622
Hypothécaires résidentiels	5 632 871	5 806 853	5 692 090
Hypothécaires commerciaux	598 505	595 946	570 532
Commerciaux et autres	1 530 424	1 539 893	1 576 180
	11 861 660	11 850 012	11 615 424
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(127 913)	(129 806)	(118 541)
	11 733 747	11 720 206	11 496 883
Autres			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	111 778	145 629	117 557
Immobilisations corporelles	98 414	93 793	90 239
Actif au titre d'instruments financiers dérivés	148 080	143 453	172 531
Actifs d'impôts futurs (note 9)	114 069	106 932	109 791
Écarts d'acquisition	53 790	53 790	53 790
Autres actifs incorporels	15 942	16 547	17 161
Autres éléments d'actif	378 865	460 627	429 893
	920 938	1 020 771	990 962
	17 307 122 \$	16 506 984 \$	16 671 043 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Dépôts			
Particuliers	10 891 554 \$	10 575 416 \$	10 679 458 \$
Entreprises, banques et autres	2 216 302	3 121 522	2 473 473
	13 107 856	13 696 938	13 152 931
Autres			
Engagements afférents à des valeurs vendus à découvert	1 267 123	726 063	987 138
Engagements afférents à des valeurs vendus en vertu de conventions de rachat	753 129	60 065	478 744
Acceptations	111 778	145 629	117 557
Passif au titre d'instruments financiers dérivés	141 652	105 326	146 615
Autres éléments de passif	688 828	709 723	693 061
	2 962 510	1 746 806	2 423 115
Débitures subordonnées (note 5)	300 000	150 000	200 000
Capitaux propres			
Actions privilégiées	210 000	210 000	210 000
Actions ordinaires (note 6)	250 948	249 633	248 593
Surplus d'apport	295	73	-
Bénéfices non répartis	476 103	454 124	436 404
Actions de trésorerie (note 6)	(590)	(590)	-
	936 756	913 240	894 997
	17 307 122 \$	16 506 984 \$	16 671 043 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Etat consolidé de la variation des capitaux propres

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2006	30 avril 2005
Actions privilégiées		
Solde au début et à la fin de la période	210 000 \$	210 000 \$
Actions ordinaires (note 6)		
Solde au début de la période	249 633	248 593
Emissions au cours de la période	1 315	-
Solde à la fin de la période	250 948	248 593
Surplus d'apport		
Solde au début de la période	73	-
Rémunération à base d'actions	222	-
Solde à la fin de la période	295	-
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	454 124	428 159
Bénéfice net	41 618	27 916
Dividendes		
Actions privilégiées, y compris les impôts sur les bénéfices y afférents	(5 969)	(6 034)
Actions ordinaires	(13 670)	(13 637)
Solde à la fin de la période	476 103	436 404
Actions de trésorerie		
Solde au début et à la fin de la période	(590)	-
Capitaux propres	936 756 \$	894 997 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

En milliers de dollars (non vérifié)	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	24 635 \$	16 983 \$	10 649 \$	41 618 \$	27 916 \$
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation :					
Provision pour pertes sur prêts	10 000	10 000	8 750	20 000	18 500
Gains sur les activités de titrisation (note 4)	(2 664)	(2 246)	-	(4 910)	(2 447)
Pertes nettes (gains nets) sur disposition d'immobilisations corporelles	28	(2)	6	26	11
Gain net découlant des activités abandonnées (note 2)	(46)	(487)	456	(533)	(4 921)
Gain sur cessions (note 2)	-	(931)	-	(931)	-
Perte nette (gain net) sur disposition de valeurs mobilières détenues aux fins de placement	(1 470)	3 116	(1 485)	1 646	(2 072)
Impôts futurs	(7 311)	(303)	1 144	(7 614)	3 218
Amortissements	6 654	6 807	7 767	13 461	15 674
Variation nette des valeurs mobilières détenues aux fins de négociation	(280 162)	(295 294)	70 022	(575 456)	(174 501)
Variation des intérêts courus à recevoir	(4 283)	11 154	(10 721)	6 871	(12 795)
Variation de l'actif au titre d'instruments financiers dérivés	(9 253)	4 626	15 563	(4 627)	29 186
Variation des intérêts courus à payer	470	6 512	(47 780)	6 982	(50 421)
Variation du passif au titre d'instruments financiers dérivés	23 261	13 065	(14 636)	36 326	(42 874)
Autres, net	23 811	59 620	56 157	83 431	(52 624)
	(216 330)	(167 380)	95 892	(383 710)	(248 150)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation nette des dépôts	(192 609)	(396 473)	239 274	(589 082)	241 891
Variation des engagements afférents à des valeurs vendus à découvert	313 243	227 817	171 852	541 060	(508 436)
Variation des engagements afférents à des valeurs vendus en vertu de conventions de rachat	480 057	213 007	472 319	693 064	462 837
Émission de débetures subordonnées (note 5)	-	150 000	-	150 000	-
Rachat de débetures subordonnées	-	-	-	-	(50 525)
Émissions d'actions ordinaires, nettes des frais d'émission	425	890	-	1 315	-
Dividendes, y compris les impôts sur les bénéfices y afférents	(9 822)	(9 817)	(9 817)	(19 639)	(19 671)
	591 294	185 424	873 628	776 718	126 096
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Flux de trésorerie nets découlant de la cession des activités abandonnées (note 2)					
	-	-	-	-	40 630
Flux de trésorerie nets découlant de la cession d'une filiale (note 2)					
	-	(140)	-	(140)	-
Variation nette des dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques					
	22 610	(107 166)	192 499	(84 556)	85 369
Variation des valeurs mobilières détenues aux fins de placement					
Acquisitions					
Produit à la vente et à l'échéance	3 437 335	4 888 674	5 512 834	8 326 009	13 309 210
Variation des prêts	(386 887)	(197 013)	(290 995)	(583 900)	(422 223)
Variation des valeurs acquises					
en vertu de conventions de revente					
	(375 934)	(166 500)	(296 044)	(542 434)	484 116
Produit de la titrisation de prêts hypothécaires (note 4)	297 614	223 195	-	520 809	61 559
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(9 114)	(8 448)	(7 527)	(17 562)	(11 000)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	5	400	61	405	61
	(386 128)	(12 443)	(981 052)	(398 571)	114 001
Variation nette de l'encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques					
	(11 164)	5 601	(11 532)	(5 563)	(8 053)
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en début de période					
	63 338	57 737	51 160	57 737	47 681
Encaisse et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques en fin de période					
	52 174 \$	63 338 \$	39 628 \$	52 174 \$	39 628 \$
Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie :					
Intérêts versés au cours de la période	116 890 \$	104 787 \$	146 894 \$	221 677 \$	273 010 \$
Impôts sur les bénéfices payés au cours de la période	5 428 \$	7 903 \$	7 846 \$	13 331 \$	27 111 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés Intermédiaires.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non vérifiées)

1. CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Banque Laurentienne ont été préparés par la direction qui est responsable de l'intégrité et de la fidélité de l'information financière présentée. Ces états financiers consolidés intermédiaires ont été établis conformément à la *Loi sur les banques* qui prévoit que, sauf spécification contraire du surintendant des institutions financières du Canada, les états financiers consolidés intermédiaires soient dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada pour les états financiers intermédiaires. Les principales conventions comptables suivies dans l'établissement de ces états financiers consolidés intermédiaires, y compris les traitements prescrits par le surintendant, sont identiques à ceux utilisés aux états financiers consolidés annuels vérifiés de la Banque au 31 octobre 2005. Ces conventions comptables sont conformes aux PCGR. Par contre, ces états financiers consolidés intermédiaires ne reflètent pas toutes les informations et les divulgations requises par les PCGR pour des états financiers complets. Par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires devraient être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels vérifiés au 31 octobre 2005. Les états financiers consolidés intermédiaires contiennent certains éléments qui sont établis selon les meilleures estimations et au meilleur du jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

Modifications de conventions comptables à venir

Instruments financiers

Le 1^{er} avril 2005, l'ICCA a publié trois normes comptables intitulées *Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation, Couvertures et Résultat étendu*. Ces nouvelles normes entreront en vigueur pour la Banque le 1^{er} novembre 2006. L'incidence de ces normes sur les états financiers de la Banque ne peut être déterminée puisqu'elle dépend des stratégies d'investissement et de couverture de la Banque ainsi que de la volatilité des marchés au moment de l'application de ces normes.

Instruments financiers – Comptabilisation et évaluation

Tous les actifs et passifs financiers seront comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, à l'exception des prêts et créances, des placements détenus jusqu'à leur échéance et des passifs financiers détenus à des fins autres que de transaction qui seront comptabilisés au coût amorti. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et les passifs financiers détenus à des fins de transaction seront constatés immédiatement à l'état consolidé des résultats. Pour leurs parts, les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront constatés à l'état consolidé des résultats. Tous les instruments financiers dérivés seront présentés à la juste valeur au bilan consolidé.

Couvertures

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, les dérivés détenus aux fins de couverture seront inscrits à la juste valeur et les variations de la juste valeur seront comptabilisées à l'état consolidé des résultats. Les variations de juste valeur des éléments couverts attribuables au risque couvert seront aussi comptabilisées à l'état consolidé des résultats moyennant un ajustement correspondant de la valeur comptable des éléments couverts constatés au bilan consolidé. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, les variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés seront inscrites dans les autres éléments du résultat étendu. Ces éléments seront reclassés à l'état consolidé des résultats au cours des périodes où les flux de trésorerie des éléments couverts auront un effet sur les résultats. De même, lorsque les relations de couverture présenteront des inefficacités, celles-ci seront constatées à l'état consolidé des résultats.

Résultat étendu

Les autres éléments du résultat étendu seront présentés au bilan consolidé sous une rubrique distincte des capitaux propres.

2. CESSIONS

2006

Cession de la filiale Corporation financière Brome inc.

Le 31 décembre 2005, la Banque a complété la cession de sa participation de 51 % dans Corporation financière Brome inc. Le prix de vente net, réglé en espèces, s'est élevé à 3 853 000 \$ pour un gain de 931 000 \$ (931 000 \$ net des impôts). À la date de la cession, l'actif total cédé totalisait 32 170 000 \$, incluant de l'encaisse pour un montant de 3 993 000 \$. L'ensemble des opérations cédées était présenté dans le secteur Services financiers aux entreprises. Le gain résultant de la cession a été attribué entièrement à ce secteur.

La contribution au bénéfice net n'était pas significative et le revenu total se détaille comme suit:

En milliers de dollars	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de six mois terminées les		Pour l'exercice terminé le
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005	31 octobre 2005
Revenu total	- \$	1 279 \$	1 935 \$	1 279 \$	3 785 \$	7 800 \$

2005

Cession de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Le 31 décembre 2004, à la suite de la cession de la coentreprise BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. (BLCER) à Industrielle Alliance, Assurances et services financiers inc. (Industrielle Alliance), la Banque a constaté un gain initial de 5 377 000 \$ aux résultats découlant des activités abandonnées. Le prix de vente est assujéti à une clause de récupération d'un montant initial de 25 917 000 \$ (dont 5 183 000 a été comptabilisé au cours du quatrième trimestre de 2005), basée sur les ventes nettes de fonds communs de placement au cours des six prochaines années se terminant le 31 décembre 2010 et une seconde clause de 300 000 \$ basée sur le solde des fonds institutionnels sous gestion au 31 décembre 2005.

Au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2006, la Banque a reconnu un gain additionnel de 187 000 \$ (124 000 \$, net des impôts afférents) relativement à la clause de récupération portant sur les fonds institutionnels sous gestion. Le revenu relatif aux ventes nettes de fonds communs de placement sera reconnu aux résultats lorsque les conditions seront atteintes.

Parallèlement à la cession de BLCER, la Banque a convenu de vendre les investissements sous forme de mise de fonds initiale dans des fonds communs de placement (investissements) qu'elle détenait au moment de la transaction. Les gains et pertes réalisés et non réalisés relatifs à ces investissements ont ensuite été constatés trimestriellement aux résultats à titre de bénéfice découlant des activités abandonnées. Au cours du premier trimestre terminé le 31 janvier 2006, la Banque a complété la cession de ces investissements et a comptabilisé un revenu de 300 000 \$ (200 000 \$, net des impôts afférents) afin de constater les gains nets réalisés.

Ces gains ont été entièrement attribués au secteur Autres.

Résultat par action ordinaire découlant des activités abandonnées

En dollars	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
de base	- \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,01 \$	0,21 \$
dilué	- \$	0,01 \$	(0,01) \$	0,02 \$	0,21 \$

3. PRÊTS

A) PRÊTS ET PRÊTS DOUTEUX

Au 30 avril 2006

En milliers de dollars	Montant brut				
	Montant brut des prêts	des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	4 099 860 \$	16 645 \$	5 762 \$	24 413 \$	30 175 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 632 871	10 322	3 703	4 627	8 330
Prêts hypothécaires commerciaux	598 505	12 118	5 561	3 548	9 109
Prêts commerciaux et autres	1 530 424	84 423	47 637	28 712	76 349
Provision générale non attribuée	-	-	-	3 950	3 950
	11 861 660 \$	123 508 \$	62 663 \$	65 250 \$	127 913 \$

Au 31 octobre 2005

En milliers de dollars	Montant brut				
	Montant brut des prêts	des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 907 320 \$	16 919 \$	7 267 \$	24 828 \$	32 095 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 806 853	9 783	3 735	5 559	9 294
Prêts hypothécaires commerciaux	595 946	12 173	5 904	4 648	10 552
Prêts commerciaux et autres	1 539 893	82 063	47 650	25 818	73 468
Provision générale non attribuée	-	-	-	4 397	4 397
	11 850 012 \$	120 938 \$	64 556 \$	65 250 \$	129 806 \$

Au 30 avril 2005

En milliers de dollars	Montant brut				
	Montant brut des prêts	des prêts douteux	Provisions spécifiques	Provisions générales	Total des provisions
Prêts personnels	3 776 622 \$	13 152 \$	3 213 \$	25 271 \$	28 484 \$
Prêts hypothécaires résidentiels	5 692 090	10 369	3 811	5 541	9 352
Prêts hypothécaires commerciaux	570 532	15 716	5 935	3 467	9 402
Prêts commerciaux et autres	1 576 180	74 124	40 332	27 604	67 936
Provision générale non attribuée	-	-	-	3 367	3 367
	11 615 424 \$	113 361 \$	53 291 \$	65 250 \$	118 541 \$

B) PROVISIONS SPÉCIFIQUES POUR PERTES SUR PRÊTS

Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril

En milliers de dollars	2006						2005
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Total des provisions spécifiques	Total des provisions spécifiques	
Solde en début de période	7 267 \$	3 735 \$	5 904 \$	47 650 \$	64 556 \$	74 792 \$	
Provision pour pertes sur prêts imputée à l'état consolidé des résultats	12 711	174	390	6 725	20 000	18 500	
Radiations	(16 098)	(222)	(733)	(6 371)	(23 424)	(42 587)	
Recouvrements	1 882	16	-	44	1 942	2 586	
Provision pour pertes sur prêts résultant de la cession d'une filiale (voir note 2)	-	-	-	(411)	(411)	-	
Solde en fin de période	5 762 \$	3 703 \$	5 561 \$	47 637 \$	62 663 \$	53 291 \$	

C) PROVISIONS GÉNÉRALES POUR PERTES SUR PRÊTS

Pour les périodes de six mois terminées les 30 avril

En milliers de dollars	2006						2005
	Prêts personnels	Prêts hypothécaires résidentiels	Prêts hypothécaires commerciaux	Prêts commerciaux et autres	Provision générale non attribuée	Total des provisions générales	Total des provisions générales
Solde en début de période	24 828 \$	5 559 \$	4 648 \$	25 818 \$	4 397 \$	65 250 \$	65 250 \$
Variation au cours de la période	(415)	(932)	(1 100)	2 894	(447)	-	-
Solde en fin de période	24 413 \$	4 627 \$	3 548 \$	28 712 \$	3 950 \$	65 250 \$	65 250 \$

4. TITRISATION DE PRÊTS

La Banque titrise des prêts hypothécaires résidentiels assurés par la Société canadienne d'hypothèque et de logement, ainsi que des prêts hypothécaires résidentiels conventionnels. Le gain avant impôts, net des frais liés à la transaction, est constaté au poste autres revenus.

Le tableau suivant résume les opérations de titrisation réalisées par la Banque :

En milliers de dollars	Pour les périodes de trois mois			Pour les périodes de six mois	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	terminées les 30 avril 2005	30 avril 2006	terminées les 30 avril 2005
Produit en espèces, net des frais liés aux transactions	297 614 \$	223 195 \$	- \$	520 809 \$	61 559 \$
Droits relatifs aux intérêts excédentaires futurs	5 018	6 501	-	11 519	1 976
Passif de gestion	(1 964)	(1 704)	-	(3 668)	(435)
Compte de réserve	9 215	1 738	-	10 953	-
Autres	(390)	(2 384)	-	(2 774)	998
	309 493	227 346	-	536 839	64 098
Prêts hypothécaires résidentiels titrisés et vendus	306 829	225 100	-	531 929	61 651
Gain avant impôts, déduction faite des frais liées à la transaction	2 664 \$	2 246 \$	- \$	4 910 \$	2 447 \$

Voici les hypothèses clés utilisées pour mesurer la juste valeur des droits conservés à la date de vente pour les opérations effectuées au cours du trimestre :

	30 avril 2006
Durée de vie moyenne pondérée (en mois)	34
Taux de remboursement anticipé	16,0 %
Taux d'actualisation	5,34 %
Taux de pertes sur créances ⁽¹⁾	0,05 %

(1) Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires résidentiels assurés.

5. DÉBENTURES SUBORDONNÉES

Le 23 janvier 2006, la Banque a émis des débentures subordonnées de série 10, échéant en janvier 2016, d'une valeur totale de 150 000 000 \$. Ces titres portent intérêts à un taux annuel de 4,90 % (intérêts versés semestriellement) jusqu'au 25 janvier 2011 et, par la suite, à un taux variable égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1,65 % (intérêts versés trimestriellement) jusqu'à l'échéance.

6. CAPITAL-ACTIONS

Émissions d'actions ordinaires

Au cours du trimestre, 14 362 actions ordinaires (56 320 actions ordinaires au cours de la période de six mois se terminant le 30 avril 2006) ont été émises dans le cadre du régime d'option d'achat d'actions destiné aux dirigeants de la Banque, pour une contrepartie au comptant de 425 000 \$ (1 315 000 \$ au cours de la période de six mois se terminant le 30 avril 2006).

Émis et en circulation	Au 30 avril 2006		Au 31 octobre 2005	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
En milliers de dollars, sauf le nombre d'actions				
Actions privilégiées de catégorie A ⁽¹⁾				
Série 9	4 000 000	100 000 \$	4 000 000	100 000 \$
Série 10	4 400 000	110 000	4 400 000	110 000
Total des actions privilégiées	8 400 000	210 000	8 400 000	210 000
Actions ordinaires	23 612 865	250 948	23 556 545	249 633
Actions de trésorerie	(20 000)	(590) \$	(20 000)	(590) \$

⁽¹⁾ Les actions privilégiées sont convertibles en actions ordinaires. Cependant, le nombre d'actions convertibles pouvant être émises ne peut être déterminé avant la date de la conversion.

6. CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

	Au 30 avril 2006	Au 31 octobre 2005
	Nombre	Nombre
Options d'achat d'actions		
En cours à la fin de la période	372 175	429 037
Pouvant être levées à la fin de la période	347 175	404 037

7. PROGRAMME DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Programme d'unités d'actions restreintes

Au cours du premier trimestre 2006, la Banque a mis sur pied un nouveau programme de rémunération à base d'actions, le Programme d'unités d'actions restreintes. Le programme prévoit que 50 % de la prime annuelle autrement payable à l'employé admissible, en vertu du programme de rémunération incitative à court terme de la Banque, pourra être retenue et convertie, au gré de l'employé, en unités d'actions restreintes entièrement acquises. La Banque s'engage à contribuer un montant additionnel d'unités d'actions restreintes égal à 60 % de la prime retenue. Ces unités d'actions restreintes s'acquièrent au terme de la période de trois ans suivant leur attribution. Ces unités d'actions donnent droit à un montant équivalent aux dividendes versés sur les actions ordinaires de la Banque qui est converti en unités d'actions additionnelles. La charge relative à ces unités est comptabilisée aux résultats de façon similaire aux droits à la plus-value des actions, sur la période au cours de laquelle ces droits s'acquièrent.

Le 19 janvier 2006, une prime annuelle équivalente à 854 000 \$ a été convertie en 24 382 unités d'actions restreintes entièrement acquises. À cette date, la Banque a contribué pour 14 629 unités d'actions restreintes additionnelles, lesquelles seront acquises en décembre 2008.

8. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

En milliers de dollars	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Charge liée aux régimes de retraite à prestations déterminées	4 542 \$	4 693 \$	3 079 \$	9 235 \$	6 855 \$
Charge du volet à cotisations déterminées	645	578	546	1 223	1 072
Charge liée aux autres régimes	610	630	610	1 240	1 239
Total	5 797 \$	5 901 \$	4 235 \$	11 698 \$	9 166 \$

9. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2006, la Banque a comptabilisé une récupération d'impôt de 3 610 000 \$ qui incluait les éléments suivants : une récupération de 11 327 000 \$ résultant de la réduction de certains risques fiscaux, la constatation d'écarts temporaires non constatés antérieurement liés à l'impôt minimum des institutions financières d'un montant de 2 730 000 \$ et une charge de 3 385 000 \$ découlant de la décision de rapatrier du capital lié aux opérations étrangères d'assurance crédit. Excluant l'effet de ces ajustements favorables, les impôts sur les bénéfices auraient totalisé 7 063 000 \$ pour le trimestre, soit un taux d'imposition effectif de 33,6 %.

Pour la période de six mois terminée le 30 avril 2006, les impôts sur les bénéfices s'élevaient à 707 000 \$, soit un taux d'imposition effectif de 1,7 %. Le faible taux d'imposition de 2006 est attribuable à la récupération constatée au cours du deuxième trimestre, telle que décrite ci-dessus, ainsi qu'à un ajustement favorable de 2 398 000 \$ aux actifs d'impôts futurs, dû à l'augmentation des taux d'imposition au Québec et à l'incidence favorable de la faible imposition du gain résultant de la cession de Corporation financière Brome, au cours du premier trimestre.

10. NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ DILUÉ D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION

	Pour les périodes de trois mois terminées les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2006	31 janvier 2006	30 avril 2005	30 avril 2006	30 avril 2005
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	23 612	23 580	23 511	23 596	23 511
Options d'achat d'actions dilutives et autres	61	60	23	60	22
Nombre moyen pondéré dilué d'actions ordinaires en circulation	23 673	23 640	23 534	23 656	23 533

Nombre moyen d'options d'achat d'actions n'ayant pas été considéré
aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué ⁽¹⁾

	-	-	360 276	-	361 563
--	---	---	---------	---	---------

(1) Ces options d'achat d'actions moyennes n'ont pas été considérées aux fins du calcul du résultat par action ordinaire dilué puisque le prix moyen d'exercice de ces options était supérieur au cours moyen des actions de la Banque au cours de ces périodes.

11. ÉVÈNEMENT SUBSÉQUENT

Le 1^{er} juin 2006, la Banque a remboursé par anticipation la totalité de ses débetures à 6,50 %, série 9, échéant en 2011, d'un montant nominal de référence de 150 000 000 \$, plus les intérêts courus non versés jusqu'à la date de remboursement.

12. ÉVENTUALITÉS

Le 2 mai 2006, le gouvernement conservateur a présenté son premier discours sur le budget. Puisque le Parti conservateur forme un gouvernement minoritaire, les modifications proposées à la Loi de l'impôt sur le revenu ne seront considérées comme étant pratiquement en vigueur que lorsque les propositions auront passé l'étape de la troisième lecture à la Chambre des communes. Par conséquent, la Banque n'a pas reflété dans ses états financiers consolidés l'effet des réductions de taux d'imposition proposées et l'augmentation proposée au seuil de capital à partir duquel l'impôt minimum des institutions financières s'appliquera. Ces modifications impliqueraient la réévaluation des actifs d'impôts futurs et auraient comme effet d'augmenter la charge d'impôts futurs d'un montant d'environ 11 000 000 \$ dans la période au cours de laquelle les modifications seraient considérées pratiquement en vigueur.

13. INFORMATION SECTORIELLE

Pour la période de trois mois terminée le
30 avril 2006

En milliers de dollars	SFAP ^{(2), (3)}	SFAE ⁽³⁾	B2B ^{(2), (3)}	VMBL ⁽³⁾	Autres ⁽⁴⁾	Total
Revenu net d'intérêt	62 175 \$	14 287 \$	17 932 \$	279 \$	(8 989) \$	85 684 \$
Autres revenus	23 392	4 933	3 372	5 909	5 226	42 832
Revenu total	85 567	19 220	21 304	6 188	(3 763)	128 516
Provision pour pertes sur prêts	4 691	3 864	1 445	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	70 237	8 443	11 159	4 564	3 118	97 521
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	10 639	6 913	8 700	1 624	(6 881)	20 995
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 540	2 316	2 953	507	(12 926)	(3 610)
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	7 099	4 597	5 747	1 117	6 045	24 605
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	30	30
Bénéfice net	7 099 \$	4 597 \$	5 747 \$	1 117 \$	6 075 \$	24 635 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	8 109 524 \$	2 223 534 \$	2 700 361 \$	1 505 251 \$	2 136 266 \$	16 674 936 \$

Pour la période de trois mois terminée le
31 janvier 2006

En milliers de dollars	SFAP ^{(2), (3)}	SFAE ^{(3), (5)}	B2B ^{(2), (3)}	VMBL ⁽³⁾	Autres	Total
Revenu net d'intérêt	64 615 \$	15 058 \$	17 639 \$	304 \$	(9 667) \$	87 949 \$
Autres revenus	22 749	6 803	3 247	5 043	5 715	43 557
Revenu total	87 364	21 861	20 886	5 347	(3 952)	131 506
Provision pour pertes sur prêts	5 612	2 811	1 577	-	-	10 000
Frais autres que d'intérêt	72 012	10 572	11 029	4 319	2 598	100 530
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	9 740	8 478	8 280	1 028	(6 550)	20 976
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 259	2 838	2 809	346	(4 935)	4 317
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	6 481	5 640	5 471	682	(1 615)	16 659
Bénéfice (perte) découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	324	324
Bénéfice net	6 481 \$	5 640 \$	5 471 \$	682 \$	(1 291) \$	16 983 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	8 023 556 \$	2 254 469 \$	2 584 642 \$	1 457 802 \$	2 258 084 \$	16 578 553 \$

Pour la période de trois mois terminée le
30 avril 2005

En milliers de dollars	SFAP ^{(2), (3)}	SFAE ⁽³⁾	B2B ^{(2), (3)}	VMBL ⁽³⁾	Autres	Total
Revenu net d'intérêt	60 207 \$	13 609 \$	15 434 \$	329 \$	(10 491) \$	79 088 \$
Autres revenus	21 865	7 230	3 467	4 957	1 372	38 891
Revenu total	82 072	20 839	18 901	5 286	(9 119)	117 979
Provision pour pertes sur prêts	6 127	894	1 729	-	-	8 750
Frais autres que d'intérêt	66 785	9 204	11 093	4 160	1 517	92 759
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	9 160	10 741	6 079	1 126	(10 636)	16 470
Impôts sur les bénéfices (récupération)	3 187	3 803	2 074	367	(3 913)	5 518
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies	5 973	6 938	4 005	759	(6 723)	10 952
Bénéfice découlant des activités abandonnées, net des impôts sur les bénéfices	-	-	-	-	(303)	(303)
Bénéfice net	5 973 \$	6 938 \$	4 005 \$	759 \$	(7 026) \$	10 649 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 566 074 \$	2 225 877 \$	2 439 408 \$	1 354 821 \$	2 475 489 \$	16 061 669 \$

13. INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

Pour la période de six mois terminée le
30 avril 2006

En milliers de dollars	SFAP ^{(2), (3)}	SFAE ^{(2), (3)}	B2B ^{(2), (3)}	VMBL ⁽³⁾	Autres ⁽⁴⁾	Total
Revenu net d'intérêt	126 790 \$	29 345 \$	35 571 \$	583 \$	(18 656) \$	173 633 \$
Autres revenus	46 141	11 736	6 619	10 952	10 941	86 389
Revenu total	172 931	41 081	42 190	11 535	(7 715)	260 022
Provision pour pertes sur prêts	10 303	6 675	3 022	-	-	20 000
Frais autres que d'intérêt	142 249	19 015	22 188	8 883	5 716	198 051
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur le revenu	20 379	15 391	16 980	2 652	(13 431)	41 971
Impôts sur le revenu (récupération)	6 799	5 154	5 762	853	(17 861)	707
Revenu (perte) découlant des activités poursuivies	13 580	10 237	11 218	1 799	4 430	41 264
Revenu découlant des activités abandonnées, net des impôts sur le revenu	-	-	-	-	354	354
Revenu net	13 580 \$	10 237 \$	11 218 \$	1 799 \$	4 784 \$	41 618 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	8 065 827 \$	2 239 258 \$	2 641 543 \$	1 481 133 \$	2 198 185 \$	16 625 946 \$

Pour la période de six mois terminée le
30 avril 2005

En milliers de dollars	SFAP ^{(2), (3)}	SFAE ⁽³⁾	B2B ^{(2), (3)}	VMBL ^{(3), (6)}	Autres	Total
Revenu net d'intérêt	123 534 \$	27 823 \$	30 898 \$	699 \$	(28 155) \$	154 799 \$
Autres revenus	42 279	14 450	7 031	10 945	7 635	82 340
Revenu total	165 813	42 273	37 929	11 644	(20 520)	237 139
Provision pour pertes sur prêts	10 688	5 004	2 808	-	-	18 500
Frais autres que d'intérêt	133 477	18 807	21 632	9 195	1 336	184 447
Revenu (perte) avant impôts sur le revenu et part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	21 648	18 462	13 489	2 449	(21 856)	34 192
Impôts sur le revenu (récupération)	7 552	6 525	4 602	816	(8 309)	11 186
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net d'une filiale	-	-	-	-	4 910	4 910
Revenu net	14 096 \$	11 937 \$	8 887 \$	1 633 \$	(8 637) \$	27 916 \$
Actif moyen ⁽¹⁾	7 519 168 \$	2 217 815 \$	2 400 564 \$	1 439 349 \$	2 648 093 \$	16 224 989 \$

SFAP - Les Services financiers aux particuliers couvrent toute la gamme des produits d'épargne, d'investissement, de financement et de produits et services transactionnels offerts par l'entremise de son réseau direct comprenant les succursales, le réseau électronique et le centre d'appels, ainsi que le financement aux points de vente, dans tout le Canada. Ce secteur d'activité englobe également les services de crédit Visa, les produits d'assurance et les services de fiducie.

SFAE - Les Services financiers aux entreprises offrent le financement commercial et des financements plus importants au sein de syndicats bancaires, ainsi que du financement hypothécaire commercial, du crédit-bail, de l'affacturage et d'autres services.

B2B - Le secteur d'activité B2B Trust fournit des produits bancaires et financiers, génériques et complémentaires, à des intermédiaires financiers indépendants et à des institutions financières non bancaires dans tout le Canada. Ce secteur comprend également les activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers.

VMBL - Le secteur VMBL comprend les activités de la filiale Valeurs mobilières Banque Laurentienne inc. et jusqu'au 31 décembre 2004, les opérations de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc.

Autres - La catégorie Autres comprend les activités de trésorerie et de titrisation et les autres activités de la Banque dont les revenus et les frais ne sont pas attribuables aux secteurs susmentionnés.

(1) Les éléments d'actif sont présentés selon des moyennes, car il s'agit de la mesure la plus pertinente pour une institution financière.

(2) Depuis le 1^{er} novembre 2005, tous les résultats des activités liées aux dépôts par l'entremise de courtiers sont désormais inclus dans le secteur d'activité B2B Trust, alors qu'auparavant, certaines activités étaient incluses dans le secteur SFAP. Les données comparatives ont été redressées en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

(3) En 2006, la Banque a révisé certains paramètres de son modèle de prix de cession interne, ce qui a eu pour effet de modifier la répartition de la marge nette d'intérêt entre les secteurs. Les données comparatives ont été redressées en fonction de la présentation adoptée pour la période courante.

(4) Voir la note 9

(5) Les résultats du premier trimestre 2006 incluent une contribution au bénéfice net de 0,05 million \$ provenant de Corporation financière Brome inc. pour les deux mois précédant la cession de la filiale, ainsi que le gain de 0,93 million \$ résultant de cette cession (note 2).

(6) Les résultats du premier trimestre 2005 incluent une contribution au bénéfice net de 0,03 million \$ provenant de BLC-Edmond de Rothschild gestion d'actifs inc. pour les deux mois précédant la cession de la coentreprise.

Autres revenus

En milliers de dollars (non vérifiés)	T4	T3	T2	2006 T1
Frais et commissions sur prêts et dépôts				
Frais bancaires sur les dépôts	- \$	- \$	11 926 \$	11 836 \$
Commissions sur prêts	-	-	5 303	6 096
Commissions sur cartes de crédit	-	-	2 983	3 112
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	-	-	20 212	21 044
Autres				
Activités de courtage	-	-	5 812	4 989
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	-	-	2 889	3 047
Revenus de régimes enregistrés autogérés	-	-	2 893	2 757
Revenus de titrisation	-	-	3 554	3 138
Revenus tirés de la distribution de fonds communs de placement	-	-	2 636	2 373
Revenus d'assurance crédit	-	-	3 249	2 976
Gain sur cession	-	-	-	931
Autres	-	-	1 587	2 302
Sous-total - autres	-	-	22 620	22 513
Total - autres revenus	- \$	- \$	42 832 \$	43 557 \$
En % de l'actif moyen	- %	- %	1,05 %	1,04 %

En milliers de dollars (non vérifiés)	T4	T3	T2	2005 T1
Frais et commissions sur prêts et dépôts				
Frais bancaires sur les dépôts	11 960 \$	12 096 \$	12 145 \$	11 538 \$
Commissions sur prêts	7 693	7 666	7 517	7 499
Commissions sur cartes de crédit	3 036	3 022	2 483	2 509
Sous-total - frais et commissions sur prêts et dépôts	22 689	22 784	22 145	21 546
Autres				
Activités de courtage	5 603	4 734	4 899	4 931
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	4 805	5 637	1 566	4 215
Revenus de régimes enregistrés autogérés	3 008	2 839	3 023	2 960
Revenus de titrisation	4 852	3 032	719	3 061
Revenus tirés de la distribution et de la gestion de fonds communs de placement	2 335	2 165	2 238	2 832
Revenus d'assurance crédit	2 510	1 515	2 004	1 658
Autres	2 598	2 925	2 297	2 246
Sous-total - autres	25 711	22 847	16 746	21 903
Total - autres revenus	48 400 \$	45 631 \$	38 891 \$	43 449 \$
En % de l'actif moyen	1,17 %	1,10 %	0,99 %	1,05 %

Frais autres que d'intérêt

En milliers de dollars (non vérifiés)	T4	T3	T2	2006 T1
Salaires et avantages sociaux	- \$	- \$	48 260 \$	52 342 \$
Frais d'occupation de locaux et technologie				
Équipements et services informatiques	-	-	10 415	9 948
Loyers et impôts fonciers	-	-	8 372	8 451
Amortissement	-	-	6 348	6 502
Entretien et réparation	-	-	1 209	1 177
Services d'utilité publique	-	-	364	316
Autres	-	-	188	120
Sous-total - locaux et technologie	-	-	26 896	26 514
Autres frais				
Taxes et assurances	-	-	6 110	6 090
Communications et frais de déplacement	-	-	4 371	4 061
Honoraires et commissions	-	-	4 903	3 688
Publicité et développement des affaires	-	-	3 728	4 611
Articles de bureau et publications	-	-	1 490	1 622
Recrutement et formation	-	-	490	611
Autres	-	-	1 273	991
Sous-total - autres frais	-	-	22 365	21 674
Total - frais autres que d'intérêt	- \$	- \$	97 521 \$	100 530 \$
En % de l'actif moyen	- %	- %	2,40 %	2,41 %

En milliers de dollars (non vérifiés)	T4	T3	T2	2005 T1
Salaires et avantages sociaux	51 091 \$	50 618 \$	45 647 \$	44 807 \$
Frais d'occupation de locaux et technologie				
Équipements et services informatiques	9 712	9 608	9 036	9 243
Loyers et impôts fonciers	8 092	8 253	8 389	8 387
Amortissement	6 799	6 624	7 462	7 475
Entretien et réparation	1 436	1 222	1 550	1 131
Services d'utilité publique	231	220	333	276
Autres	1 248	540	(62)	354
Sous-total - locaux et technologie	27 518	26 467	26 708	26 866
Autres frais				
Taxes et assurances	5 458	5 989	5 691	6 447
Communications et frais de déplacement	4 331	4 539	4 362	4 373
Honoraires et commissions	4 576	4 435	3 965	3 545
Publicité et développement des affaires	2 531	4 008	3 736	2 935
Articles de bureau et publications	1 402	1 312	1 603	1 705
Recrutement et formation	586	612	493	643
Autres	1 517	514	554	367
Sous-total - autres frais	20 401	21 409	20 404	20 015
Total - frais autres que d'intérêt	99 010 \$	98 494 \$	92 759 \$	91 688 \$
En % de l'actif moyen	2,39 %	2,38 %	2,37 %	2,22 %

Capital réglementaire - BRI

En milliers de dollars (non vérifié)	Au 30 avril 2006	Au 31 octobre 2005	Au 30 avril 2005
Capital de première catégorie			
Actions ordinaires	250 358 \$	249 043 \$	248 593 \$
Surplus d'apport	295	73	-
Bénéfices non répartis	476 103	454 124	436 404
Actions privilégiées non cumulatives	210 000	210 000	210 000
Participation sans contrôle dans une filiale	-	6 715	6 462
Moins : écarts d'acquisition	(53 790)	(53 790)	(53 790)
Total - capital de première catégorie (A)	882 966	866 165	847 669
Capital de seconde catégorie			
Débitures subordonnées	300 000	150 000	200 000
Provisions générales	65 250	65 250	65 250
Total - capital de seconde catégorie	365 250	215 250	265 250
Investissement dans une société satellite, titrisation et autres	(54 799)	(32 364)	(37 271)
Capital réglementaire - BRI (B)	1 193 417 \$	1 049 051 \$	1 075 648 \$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques (C)	8 612 247 \$	8 522 568 \$	8 349 312 \$
Ratio BRI de première catégorie (A/C)	10,3 %	10,2 %	10,2 %
Ratio BRI total (B/C)	13,9 %	12,3 %	12,9 %
Ratio actif / fonds propres	14,6 x	15,8 x	15,5 x
Capitaux propres tangibles attribuables aux actionnaires ordinaires sur l'actif pondéré en fonction des risques	7,6 %	7,5 %	7,4 %

Actif pondéré en fonction des risques

En milliers de dollars (non vérifié)	Au 30 avril 2006	Au 31 octobre 2005	Au 30 avril 2005
ELEMENTS INSCRITS AU BILAN			
Liquidités	89 989 \$	87 652 \$	54 966 \$
Valeurs mobilières	432 666	396 881	431 212
Prêts hypothécaires	2 232 342	2 328 913	2 246 809
Autres prêts et engagements de clients en contrepartie d'acceptations	5 221 378	5 063 069	4 956 556
Autres éléments d'actifs	468 302	496 652	498 601
Provisions générales	65 250	65 250	65 250
Total - éléments inscrits au bilan	8 509 927	8 438 417	8 253 394
ELEMENTS HORS BILAN			
Instruments financiers dérivés	29 655	33 040	47 804
Engagements de crédit	72 665	51 111	48 114
Total - actif pondéré en fonction des risques	8 612 247 \$	8 522 568 \$	8 349 312 \$

Actif administré

En milliers de dollars (non vérifié)	Au 30 avril 2006	Au 31 octobre 2005	Au 30 avril 2005
REER et FERR autogérés	8 300 575 \$	7 958 593 \$	7 922 020 \$
Institutionnels	1 819 460	1 808 809	1 869 863
Actifs de courtage de clients	1 858 155	1 622 608	1 657 158
Fonds communs de placement	1 392 385	1 212 810	1 183 600
Prêts hypothécaires sous gestion	1 292 354	843 015	783 373
Autres - Particuliers	291 248	319 683	285 074
Total - actif administré	14 954 177 \$	13 765 518 \$	13 701 088 \$